

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 109 Novembre 2016

**une Suisse sans armée**

**Stop au business suisse de la guerre !**



## Editorial

Voyons les choses en face : la plupart d'entre nous ne peut pas comprendre ce que cela signifie de fuir la guerre et la violence vers un autre pays. Ce que cela signifie, de ne plus pouvoir aller à l'école ou au travail, car ces institutions n'existent tout simplement plus. Comment on se sent, lorsqu'on perd sa famille et ses ami.es et que l'on se retrouve seul.e parmi les autres.

Nous sommes cependant confrontés à de tels destins par le biais des informations télévisées, des articles de journaux ou des émissions de radio. Mais les informations y sont filtrées, présentées de manière enjolivée, illustrées par des images choisies et des textes bien rédigés. On nous livre le tout de manière parfois fondée, parfois pleine de pathos ou avec un accent particulier sur certains aspects. Mais de toutes les manières, nous sommes toujours hors de danger. La plupart d'entre nous jouissent du privilège de grandir et de vivre loin de la guerre et de la violence. Les conflits armés ne restent pour la majorité d'entre nous que des histoires.

Cela nous permet d'avoir la liberté de décider chaque jour comment nous voulons agir. Nous avons plus de marge de manoeuvre que les innombrables victimes de situations d'urgence – nous devons en faire quelque chose !

Il est de notre responsabilité de combattre les guerres et les conflits dans ce monde, au lieu de les alimenter au moyen d'armes et de munitions. En page 6 de cette édition, tu pourras apprendre plus au sujet de l'utilisation de notre matériel de guerre à l'étranger, quelle forme prennent les contrôles locaux, et ce qui est actuellement discuté à l'international au sujet des exportations d'armes.

Sur cette page et les suivantes, tu trouveras des informations supplémentaires au sujet de nos projets communaux et nationaux concernant l'interdiction aux banques, aux caisses de pension et à la BNS d'investir dans des multinationales de l'armement. Choisissons d'investir notre argent de manière durable et éthique et de soutenir ainsi des projets humanitaires au lieu d'augmenter le fossé entre riches et pauvres par le financement du matériel de guerre.

Pour la rédaction : Daniela Fischer

### SERVICE CIVIL

## L'épine dans le pied de l'armée

**Cela fait maintenant vingt ans qu'il est possible de troquer le fusil d'assaut et le treillis pour une activité civile dans différents secteurs. Le service civil est une alternative toujours plus populaire, en témoigne le nombre croissant de recrues qui le choisissent. Par Magdalena Küng**

L'idée de remplacer un service militaire contre un service civil a émergé il y a plus de cent ans déjà : la première pétition déposée au Conseil Fédéral demandant la création d'un service civil date de 1903. Et ce n'est que presque cent ans plus tard, en 1996, après de nombreuses demandes répétées, que la loi sur le service civil est entrée en vigueur. Depuis, les civilistes ont cumulé plus de 1'600'000 jours de service. Prévu à la base en tant qu'alternative pour les objecteurs de conscience, le service civil est aujourd'hui perçu comme une activité sensée : un engagement qui bénéficie à autrui, la possibilité de recevoir un aperçu de nouveaux secteurs professionnels, une activité qui reste intéressante au delà des premiers jours de service. Malgré une durée de service une fois et demie plus longue, de plus en plus de recrues choisissent la variante civile. Et bien que l'argument moral joue aujourd'hui encore assurément un rôle central dans la décision d'opter pour le service civil, il ne paraît pas illogique de supposer que pour les recrues, un autre argument de taille entre en jeu : consacrer son temps à quelque chose d'utile.

### Ce à quoi les activités pacifistes devraient ressembler

Il est déroutant de constater qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, l'armée soit encore perçue comme la principale

institution capable d'apporter une contribution concrète à la sécurité de la population suisse et de facto comme étant la seule à fournir un « service ». Et ce bien que les initiatives civiles seules contribuent à renforcer un climat de paix – et donc de renforcer durablement la sécurité. Les civilistes concourent de part leur engagement à une société solidaire et soudée : la forme que devrait prendre toute activité pacifiste.

Le service civil est depuis longtemps déjà une épine dans le pied de l'armée. Bien que l'armée ne serait de toute façon pas en mesure d'occuper tous les astreints au service militaire de façon sensée, elle s'offusque de l'attractivité comme alternative en tant qu'alternative. Il n'est pas rare que ceux qui préfèrent s'engager dans une maison de quartier ou aller plutôt que de s'ennuyer au garde-à-vous soient taxés – de la manière la plus misogyne qui soit – de « tire-au-flanc » ou de « chique molle ». Un changement de paradigme et un nouveau positionnement quant à la manière dont le service civil est présenté se font plus qu'attendre.

En vingt en d'existence, le service civil a permis à de nombreux objecteurs de conscience d'éviter l'armée. Cela ne veut, toutefois, pas dire que l'obligation de servir ait été supprimée pour autant. Ayant l'obligation de servir ait été supprimée. Avec une durée une fois et demie plus longue, il paraît difficile de parler de liberté de choix. Celle-ci n'est envisageable qu'en cas d'abolition de l'armée et par la création d'un service civil sur base aux étrangers résidant en Suisse. Reste à espérer que la transition vers ce nouveau modèle plus inclusif et solidaire ne soit pas repoussée aux calendes grecques ! que le service civil avant de pouvoir être mise en oeuvre !



Dépôt des signatures pour l'initiative communale à Lucerne.

### INITIATIVE COMMUNALE

## Lucerne votera sur les profits de guerre !

**Plus de 880 citoyen.nes lucernoises ne veulent plus accepter que la caisse de pension de la ville de Lucerne ait le droit d'investir dans des entreprises de l'armement. Par Magdalena Küng**

A Lucerne se profile la possibilité concrète de faire quelque chose pour un monde plus pacifique. Un groupe formé du GSsA, des Jeunes Socialistes et d'activistes a recolté les signatures et déposé l'initiative « Contre les profits de guerre lucernoises ». Le texte exige que la caisse de pension de la ville de Lucerne n'ait plus le droit d'investir dans la production d'armes de guerre interdites par le droit international. Que de telles pratiques soient légales aujourd'hui relève déjà du scandale. Mais cela n'est rien en comparaison aux montants d'argent suisse qui sont investis chaque année dans

le commerce de l'armement : on estime à 8 milliards de francs le financement venant des caisses de pension seules.

Considérées individuellement, les caisses de pension semblent ne représenter qu'une partie dérisoire du tout. Mais chaque centime qui n'est pas investi dans le commerce des armes est une contribution à un monde plus pacifique. La caisse de pension de Lucerne pourrait ainsi être pionnière en retirant ses investissements de ce secteur. Les codes de conduites sont loin d'être une nouveauté en matière d'investissement : mais en Suisse, il y a toujours trop peu de caisses de pension qui excluent la production d'armes de leur portfolios respectifs. C'est pourquoi cette thématique est la priorité absolue du GSsA, non seulement à Lucerne : la devise de 2017 sera : « contre les profits de guerre suisses » !

### IPB

## Conférence pour le désarmement

(af) Le Bureau International Permanent de la Paix (plus connu sous son acronyme anglais IPB), sis à Genève, a organisé un congrès de quatre jours le premier week-end d'octobre à Berlin. Les nombreux ateliers, événements et discussions plénières ont attiré plus de 800 participant.es, dont des délégué.es du GSsA.

Les différents aspects du travail international pour la paix ont été discutés sous l'angle de la devise de la conférence : « Disarm! For a climate of peace » (Désarmer ! Pour un climat de paix). L'accent a été mis particulièrement sur les énormes dépenses militaires globales de l'an passé : au total 1600 milliards de francs. Inutile de préciser qu'une redistribution de ces moyens financiers permettrait de résoudre d'un coup des

problèmes globaux tels que la faim, l'accès à l'eau potable ou encore le changement climatique. Lors des différents événements, diverses stratégies ont été élaborées afin de détourner ces sommes des mains des militaristes pour les investir dans la résolution de problématiques globales.

Le congrès l'a démontré une fois de plus : les petites victoires contre les projets d'armement, tels que l'initiative gagnée contre l'achat des avions de chasse Gripen, ont un vrai rayonnement à l'international et inspirent les gens à s'engager dans d'autres pays. Un état de fait qui prouve une fois de plus l'importance de chaque activité locale contre le gaspillage de moyens financiers pour la course aux armes mondiale.

COIRE

## Contre les profits de guerre à Coire

Coire, sise sur la rive droite du Rhin alpin, est la ville la plus ancienne de Suisse. Mais s'agit-il vraiment de l'idylle alpine que cherche à nous vendre l'industrie touristique ? Nous avons voulu le découvrir !  
Par Sebastian Büchler

Coire est la porte d'entrée des Grisons, une des régions les plus touristiques de Suisse. De nombreux prestataires de services sont installés dans la capitale cantonale : l'administration cantonale, des établissements de formation et le commerce de détail. Près de la ville, il y a des zones naturelles et de loisir. Une ville moderne et progressiste telle que Coire devrait agir de façon exemplaire aussi lorsqu'il s'agit d'activités financières. Nous avons voulu juger par nous-mêmes et avons scruté les investissements de la caisse de pension publique de la ville de

Coire. La caisse de pension de Coire détient un capital de 350 millions de francs. 0,35% de cette somme est investie dans des entreprises de l'armement. En chiffres absolus, cela représente 1,2 millions de francs. Ceux-ci sont investis sur le marché des actions et des obligations par le biais de fonds index. Ce qui pourrait paraître une somme plutôt dérisoire ne doit pas être sous-estimé. Ces montants représentent déjà une contribution majeure à la dégradation de la sécurité dans beaucoup de zones de conflits dans le monde.

Une initiative communale ayant pour but d'interdire de telles pratiques a été déposée à la ville pour un examen préliminaire. Si la campagne sera menée par le biais d'une initiative populaire ou si le chemin parlementaire est plus prometteur se dégagera de discussions avec les partenaires politiques sur place.

INTERVENTION

## Contre les profits de guerre à Bâle !

Le 21 septembre, journée mondiale de la paix de l'ONU, le député vert au grand Conseil Raphael Fuhrer a déposé une initiative au parlement communal : la caisse de pension de Bâle-Ville doit trouver un moyen de remplacer ses investissements dans l'industrie de l'armement – qui se chiffrent en millions – par des investissements plus éthiques. Par Magdalena Küng

D'après les déclarations de la caisse de pension de Bâle-Ville, les investissements dans les multinationales de l'armement représentent 0,44% du capital total de la caisse de pension. Cela représente en chiffres absolus non moins de 52 millions de francs. Il ne s'agit pas ici d'investissements directs de la caisse de pension, mais d'avoirs déposés dans des fonds qui sont gérés sur mandat par des tiers pour la caisse de pension. Mais la caisse de pension peut intervenir

en ce qui concerne la composition de ces produits financiers. L'initiative de Fuhrer a pour but de créer une motivation réelle de ne plus investir dans le commerce des armes et d'autres produits militaires.

Fuhrer demande à la PKBS (caisse de pension de Bâle-Ville) d'analyser différentes options permettant de remplacer les investissements dans l'industrie de l'armement par des produits financiers moins litigieux. Le financement du matériel de guerre doit être refusé dans une optique à la fois éthique et de politique de sécurité et n'est pas compatible avec ce que représente une institution de prévoyance publique. Le GSsA, en tant que co-initiateur de la motion parlementaire, remercie Raphael Fuhrer pour son engagement pour un monde plus pacifique, dans lequel les caisses de pension ne contribuent pas à l'exil forcé de centaines de personnes.

GSsA

## Perspectives d'avenir

Lors de l'assemblée générale au printemps 2016, le GSsA a annoncé plusieurs initiatives communales et une initiative fédérale pour s'attaquer au «financement du matériel de guerre». Où en sommes-nous après une année ? Quelle est la suite ? Un bilan intermédiaire. Par Lewin Lempert

Une multitude de cartes de votes colorées, de nombreuses mains tendues vers le ciel et une salle comble en guise de confirmation : l'assemblée générale du GSsA a décidé en avril 2016 de lancer de nouvelles initiatives populaires. Depuis sa création, le GSsA a influencé les débats politiques en Suisse en lançant d'importantes initiatives pacifistes et antimilitaristes ; le référendum contre les avions de chasse Gripen apportant la première victoire en votation. Après cette première étape, de nombreux thèmes ont été examinés pour un prochain projet politique. Finalement, le choix a été simple : le financement du matériel de guerre doit être interdit.

Nombreux sont celles et ceux qui aujourd'hui encore ignorent que leur argent sert à financer les multinationales de l'armement. La Suisse,



LRENS

## L'état fouineur devient réalité

(II) La journée de votations du 25 septembre l'a démontré : une claire majorité des votantes a décidé d'accorder plus de droits aux services secrets et ainsi de limiter les siens. Environ 55 pour cent ont approuvé la nouvelle loi sur le renseignement (LRens). La peur irrationnelle du terrorisme et le faux raisonnement selon lequel plus de surveillance équivaut à plus de sécurité étaient omniprésents lors de la campagne. Irrationnel, car premièrement le nombre d'actes terroristes en Europe n'est actuellement pas plus élevé que la moyenne. Deuxièmement, car la probabilité d'être tué.e par une météorite reste 18 fois plus élevée que celle mourir lors d'une attaque terroriste. Cette peur est aussi infondée, car un rapport (lequel?) a déjà démontré que l'état surveillance par excellence, les USA, n'a pas réussi à améliorer sa sécurité intérieure malgré une augmentation drastique des mesures de surveillance. Et malgré tout, en Suisse, une grande majorité a plébiscité la nouvelle loi. Cependant, le référendum, qui n'aurait pas eu lieu sans l'engagement actif du GSsA, peut aussi être considéré en certains points comme

une victoire : nous avons réussi à provoquer une discussion au sein de l'espace public au sujet de la sphère privée et de la surveillance étatique. L'impératif démocratique à lui seul rendait nécessaire qu'une telle loi soit soumise au peuple. La récolte des signatures déjà a démontré l'importance de discuter directement avec la population des thématiques liées aux droits fondamentaux et à la sphère privée.

Au final, lors de la journée de votation, un tiers de la population a clairement désavoué les services secrets. La campagne a démontré aussi que les mécanismes de contrôles sont trop faibles, et que le risque d'une surveillance généralisée reste non négligeable. Les assertions répétées des partisans de la nouvelle loi, selon lesquelles il n'en résultera pas d'Etat surveillance totalitaire et que les services secrets n'en sortiront pas tout puissant demeurant encore à être vérifiées. Ce qui est clair, c'est que les services secrets ne peuvent se permettre de nouveaux scandales. Une troisième affaire de fiches aurait tôt fait de faire virer la carte des votations en Suisse du vert au rouge.

des investissements de la caisse de pension de la ville auprès des entreprises productrices de matériel de guerre est pendante.

### Prochaine étape : initiative fédérale

On ne peut pas écrire ça comme ça ! Cela fait plus de trente ans que le GSsA lance des initiatives ! Nous ne sommes pas des débutants ! Il faudrait reformuler même dans la version allemande. C'est pourquoi nous nous félicitons d'avoir réussi à impliquer de différents partenaires politiques et économiques dans notre projet pour pouvoir maintenant nous concentrer sur le niveau national. Au moment d'imprimer ce journal, nous avons déjà une première ébauche du texte de l'initiative et de la stratégie d'argumentation. Nous avons aussi pris contact avec différents acteurs et actrices du monde politique, issus.es de partis, de syndicats et d'autres organisations politiques afin de les inviter à rejoindre notre comité d'initiative. Notre calendrier prévoit d'avoir un texte définitif pour l'initiative d'ici Noël, ainsi qu'une forte coalition d'organisations qui nous soutiendra tant au niveau idéologique qu'au niveau de la récolte de signatures. Une chose est déjà certaine : les préparatifs pour l'interdiction des profits de guerre en Suisse ont le vent en poupe !

### Initiative déposée à Lucerne

En septembre déjà, le GSsA et les jeunes socialistes ont déposé une initiative adaptée au cas de la ville de Lucerne. Dans d'autres villes, la voie parlementaire s'est montrée plus efficace, dans d'autres, certaines caisses de pension avaient déjà commencé à prendre des mesures adéquates par elles-mêmes. A Saint-Galles, une élucidation juridique est en cours afin de déterminer la conformité légale de l'initiative avec la loi en vigueur. A Coire, une question parlementaire qui veut déterminer le montant

ACHAT DE MATÉRIEL DE GUERRE

## L'armée rincée à coups de millions

Lors de la session d'automne, le Conseil National a augmenté le budget de l'armée à 20 milliards de francs pour les quatre prochaines années. Mais que fait l'armée des moyens supplémentaires qui lui sont attribués ? Une mise en lumière des activités de la branche de l'armement.

Von Michael Christen

La session d'automne passée du Parlement était placée sous le signe des mesures d'économies. Mais les traditions ont la vie dure au Palais Fédéral : les militaristes arrivent encore et toujours à résister aux coupes, et réussissent même parfois, comme c'était le cas cette fois-ci, à augmenter leur budget. Dans le message sur l'armée 2016, le budget de l'armée est passé de 18,8 à 20 milliards de francs pour les quatre prochaines années. Et ceci contre la volonté du

Conseil Fédéral. Guy Parmelin, ministre de la défense, se retrouve dans une position inconfortable. Il doit dépenser de l'argent, et ceci sans devoir justifier de projets concrets et réfléchis on jette un oeil au programme d'armement 2016, on remarque quelques transactions suspectes. Par exemple, il est prévu d'acheter des nouveaux bateaux patrouilleurs pour la marine suisse, ou encore de nouveaux mortiers de 12 cm.

### Des dépenses douteuses

L'achat prévu du nouveau système de mortier «Cobra» est particulièrement discutable : 32 systèmes pour environ 400 millions de francs. Les mortiers sont montés sur de Piranha IV de MOWAG et seront répartis entre quatre bataillons de combat. Selon les informations fournies par le fabricant, RUAG, les projectiles ont

une portée de sept à neuf kilomètres. Dans le programme d'armement, l'achat est justifié en tant que « recouvrement de l'appui-feu indirect sur courte distance ». La question de savoir si de telles capacités militaires ne sont pas dé-suètes aujourd'hui n'est quant à elle pas traitée. Le programme d'armement mentionne simplement qu'à l'heure actuelle, les conflits militaires ont tendance à avoir lieu dans des espaces urbains. Difficile à imaginer – dans le cas plus qu'hypothétique d'un conflit armé sur sol helvétique – que l'armée soit amenée à tirer sur le plateau, région fortement peuplée, et sur des distances de 10 kilomètres seulement. RUAG commencé à développer ces mortiers en 2012, à ses propres frais, sans acheteur potentiel ou confirmé. Des soupçons selon lesquels l'achat représente en fait une subvention cachée de l'industrie de l'armement suisse commencent à

se faire entendre. Et cette intuition n'est pas fantaisiste, comme le démontre un précédent : l'assainissement du transporteur d'équipes Duro. L'étude de faisabilité avait été faite par MOWAG qui s'en est vu, par la suite, attribué le contrat par la Confédération. L'Argauerzeitung avait, avec justesse, titré : « 558 Millions pour l'assainissement des Duro : Un cadeau pour MOWAG ? ».

### Le rôle de l'armasuisse

Les activités d'armasuisse abondent dans le sens d'une subvention cachée. Un journaliste du « Matin Dimanche » a voulu obtenir, en conformité avec la Ltrans (Loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration) un extrait de l'agenda Outlook de l'ancien directeur d'armasuisse, Ulrich Appenzeller, afin d'avoir des détails sur sa gestion de l'office fédéral de l'armement. Armasuisse a refusé de remettre le document et a porté le cas jusqu'au Tribunal Fédéral, qui, comme toutes les instances précédentes, a tranché en faveur du journaliste et pour un transfert du document. La procédure a eu un coût total de 30'000 francs – à la charge du contribuable.

Armasuisse a ensuite tenté par tous les moyens d'empêcher la remise du document, par exemple en exigeant des taxes administratives complètement disproportionnées. Qu'a donc armasuisse à cacher ? Est ce que l'office fédéral de l'armement cherche à dissimuler au grand public les subventions indirectes attribuées à l'industrie de l'armement par la Confédération ? D'après un spécialiste en la matière, l'industrie de l'armement suisse reçoit chaque année des sommes pouvant aller jusqu'à un milliard de francs sous forme de subventions cachées. Que des entreprises privées soient gardées en vie artificiellement par de l'argent public va pourtant à l'encontre de la doctrine libérale si en vogue en Suisse. Lorsqu'il s'agit de l'armée, on table apparemment plutôt sur l'économie planifiée.



Action de protestation contre Ruag à l'Université de Berne.

PARLEMENT

## Une politique de sécurité chère et dépassée

Le Conseil Fédéral a révélé le nouveau rapport de politique de sécurité de la Suisse en août dernier. Une fois de plus, force est de constater que la politique de sécurité Suisse est basée sur des concepts anachroniques et n'offre aux problèmes civils que des solutions militaires.

Par Eva Krattiger

Dans le rapport de politique de sécurité 2016, le Conseil Fédéral traite de questions telles que les tensions entre Est et Ouest (Russie vs Occident), la menace terroriste liée au «Djihad», les risques dans le cyber espace ou encore les catastrophes naturelles, les situations d'urgence, la criminalité et les perturbations d'approvisionnement en tant que menace principales pour la Suisse. Deux questions importantes restent cependant sans réponse.

### Premièrement : maximiser le profit ou prendre ses responsabilités ?

De manière générale – et plus encore dans un pays aussi riche que la Suisse, la question doit être posée : prendre ses responsabilités ou maximiser le profit ? Selon le Conseil Fédéral, la Suisse doit s'engager pour « la mise en oeuvre

correcte et la promotion de l'universalisation de la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et des bombes à sous-munition «et» pour un renforcement du contrôle de l'armement, ainsi que sur le plan de la politique de désarmement et de non prolifération ». C'est sur cette base que Priska Seiler Graf a demandé par une motion parlementaire l'arrêt immédiat de la livraison d'armes et de «biens militaires spéciaux» aux parties impliquées dans le conflit au Yémen. Mais surprise, le Conseil Fédéral a recommandé de refuser la motion. La question de savoir comment l'exécutif justifie cette position en regard de l'objectif formulé de politique de sécurité voulant «contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité au-delà de ses frontières» reste sans réponse. Cependant, en agissant de la sorte, le gouvernement démontre clairement que les profits de guerre l'emportent face aux obligations qui découlent de ses engagements internationaux.

### Deuxièmement : à quelle époque la politique de sécurité se situe-t-elle ?

Le second conflit apparaît lorsqu'on considère de plus près l'idéal de l'armée. D'une part, le Conseil Fédéral reconnaît un danger croissant

en ce qui concerne les cyber attaques, qui auraient des conséquences sociales considérables et étendues. Mais en même temps, il ignore le danger provenant des systèmes d'armement autonomes, dont le nombre va rapidement augmenter ces dix prochaines années. Dans le rapport, le Conseil Fédéral constate – avec justesse – que la probabilité que la Suisse se retrouve mêlée à un conflit armé est très réduite, voire minime. Ce qui ne l'empêche pas de clore le texte en analysant les manières les plus adéquates de répondre à une attaque directe. Même usage de concepts dépassés du côté du national, qui approuve par le biais du programme d'armement 2017 l'achat de 32 mortiers, qui sont prévus pour être utilisés en priorité dans des zones construites et qui ont une portée de 10 kilomètres.

### Des solutions civiles aux problèmes civils !

Bien que l'évaluation de la situation en termes de sécurité ne soit pas complètement erronée – la Suisse est un pays sûr, bien que certains dangers aient augmenté légèrement – la réponse apportée apparaît comme partielle et inadéquate. Au lieu de vraiment chercher des réponses

adéquates, l'existence de l'armée reste figée dans le marbre. La lecture du rapport de sécurité le démontre : les dangers listés sont en majorité de nature civile. Les problèmes civils nécessitent des solutions civiles et non militaires. Dans ce cas, quel rôle l'armée a-t-elle encore à jouer ?

### Vingt milliards pour quoi ?

Le parlement a promis vingt milliards à l'armée pour la période 2017-2020 dans son message sur l'armée 2016. Les chambres ignorent ainsi la proposition du Conseil Fédéral, qui insistait sur un programme financier de 18,8 Milliards, et octroie ainsi une augmentation de budget à l'armée, bien que l'acquisition – à hauteur de millions – d'un système de défense anti-aérien basé au sol (Bodluf) ait été suspendue en mars déjà. Conclusion : ces décisions dénotent tout sauf des politiques des finances et de sécurité responsables et proportionnées. Cela montre plutôt que le parlement à majorité bourgeoise préfère encore et toujours la solution militaire. Ce faisant, elle oublie que les dangers ne s'adaptent pas aux politiques. Mais ce sont les politiques qui doivent s'adapter aux dangers.

ARMÉE DE L'AIR

## Armée ou police de l'air ?

**Malgré le crash d'un F/A-18 en août dernier, les politicien.nes du camp bourgeois relancent la discussion au sujet de l'achat de nouveaux avions de chasse. Mais la Suisse a-t-elle vraiment besoin d'une force armée aérienne ?** Par Sebastian Büchler

La Suisse est au centre de l'Europe et entourée d'Etats amis. Que des fanatiques de l'armée se réjouissent de l'achat de nouveaux avions militaires paraît compréhensible. Mais que ce hobby prisé par un petit nombre soit financé à hauteur de plusieurs milliards par de l'argent public l'est moins. Au lieu de parler de nouveaux avions, il serait temps de se poser la question de l'utilité des forces aériennes suisses.

### Nous contre les autres ?

Une rapide analyse de la situation démontre clairement qu'il est inutile d'entretenir une flotte militaire équipée en cas de guerre. Nous sommes entourés d'Etats membres de l'OTAN qui seraient bien mieux outillés en cas de situation

vraiment dangereuse. Nos voisins directs, la France et l'Allemagne, possèdent chacun plus de 200 avions de combat. L'Italie plus de 150. La Suisse devrait investir massivement rien que pour égaler ses voisins, qui, on le rappelle, s'impliquent dans différents conflits dans le monde. Si nos avions de combat ne peuvent pas nous protéger d'une attaque, à quoi bon avoir une flotte aérienne militaire ?

Une réponse plausible à cette question est la police de l'air. Même en tant qu'antimilitariste, il est possible de reconnaître qu'une police de l'air est autant nécessaire qu'une police de terre. Mais que cette tâche soit accomplie par l'armée et non une autorité civile est aussi incompréhensible que la revendication d'acheter plus d'avions de combat. La police de l'air partage ses tâches entre service de police de l'air dit « préventif » et service d'intervention actif ou « hot missions ». Les tâches de prévention comprennent les contrôles visuels des avions : l'appareil suit-il les informations données sur le plan de vol ? Le pilote respecte-t-il les règles de

circulation aérienne ? Les interventions comprennent, part entre autre, l'aide aux avions civils en cas de problème de communication ou de navigation, afin de le rendre visible à la sécurité aérienne civile.

### De combien de jets la Suisse a-t-elle besoin ?

Les missions « actives » de la police aériennes comprennent de surcroît l'identification de violations de l'espace aérien ainsi que la résolution de situations de crises, comme les détournements d'avions détournement d'avions. Il est logique et nécessaire qu'une telle police soit munie d'avions de chasse. Par exemple, un jet volant à vitesse maximale peut facilement être rattrapé et intercepté par un avion Pilatus ou un hélicoptère – mais pas un avion de ligne. Il n'est pas nécessaire d'avoir de nombreux avions d'avions pour accomplir les missions dévolues à la police de l'air : l'Allemagne, avec une superficie 8,6 fois plus grande que celle de la Suisse, garantit la sécurité de son espace aérien avec quatre avions de chasse seulement.

Même en comptant quatre avions de chasse en raison de la topographie et huit pour la

maintenance et la formation des pilotes, on constate que la flotte existante, forte de 30 F/A 18, suffit largement aux activités dévolues à la police de l'air. La flotte actuelle est deux fois plus grosse que celle de notre autres voisin direct, l'Autriche, muni de 15 Euro Fighters, pour une superficie deux fois plus grande que celle de la Suisse.

Une critique supplémentaire peut aussi vite être écartée du débat : la durée de vie des avions de chasses suisses est loin d'être épuisée. D'après le fabricant, et grâce à des perfectionnements techniques, ceux-ci pourront être opérationnels jusqu'en 2030. Si l'on prend en considération que le processus d'achat dure de cinq à six ans, la discussion peut être agendée sans problème. Le Conseil Fédéral devrait en conséquence renoncer à gaspiller l'argent public en jouets de luxe pour l'armée.

MIGRATION

## Chiasso: Militarisation de la frontière

**Propos alarmistes et hostilités envers les migrant.es facilitent la mise en place de politiques de militarisation des frontières. Depuis ce printemps, les politicien.nes de droite demandent la présence de l'armée à la frontière sud du pays et cherchent à instrumentaliser les peurs pré-fabriquées pour leur politique isolationniste.**

Par Nora Komposch

Chaque jour, depuis juillet, des centaines de migrant.es échouent à Côme. Ils veulent quitter l'Italie, mais les autorités suisses leur refusent l'entrée sur le territoire helvétique. Justification : les migrant.es ne chercheraient pas à demander l'asile en Suisse mais à traverser le pays pour rejoindre l'Allemagne ou des pays tiers. Les personnes en quête de protection qui veulent traverser la frontière suisse sont ainsi systématiquement bloquées à Chiasso. En conséquence, plus de 600 personnes ont été contraintes d'élire domicile dans un parc près de la gare San Giovanni cet été. Une activiste du GSsA était sur place et rapporte au sujet du traitement fait à celles et ceux qui veulent traverser la frontière : « Lorsqu'on descend du train qui arrive d'Italie à Chiasso, on est – sans gêne aucune – trié sur la base de sa couleur de peau ». Du profilage racial par excellence : les blanc.hes ne sont pas contrôlées et peuvent passer sans problème. Les personnes racisées sont au contraire arrêtées immédiatement, contrôlées et s'ils/elles n'ont pas les « bons » papiers, emmenées et ramenées à Côme ou plus au sud de l'Italie.

### Isolationnisme sans limites

Les migrant.es ne sont quasiment jamais décrit.es en tant que demandeur.es d'aide mais

en tant que « parasites sociaux » ou criminel.les. Et ceci afin de justifier leur renvoi. Mais pour la droite, ce n'est pas encore assez. De « seulement » surveiller les frontières en continu avec des drones et d'en assurer la surveillance (« protection ») par des gardes-frontières ne lui suffit pas. Ce printemps, Guy Parmelin a déjà fait part de sa volonté de poster l'armée à la frontière et a fait ré-agender tant de cours de répétition, que des soldat.es étaient en tout temps disponibles pour un déploiement rapide à la frontière. Le directeur de la sécurité de la Lega, le tessinois Norman Gobbi, n'a cesse de scander que « chaque migrant.e illégal.e est un.criminel.le potentiel.le » (dans le Blick am Abend). Le conseiller national UDC, Andreas Glarner, a proposé par le biais d'une question urgente au Conseil Fédéral en septembre de mettre en place des « mesures physiques de cloisonnement » – des barbelés – en citant l'Autriche en tant que modèle.

### Des frontières inhumaines dans toutes l'Europe

En Suisse, la militarisation de la frontière se limite pour le moment à la surveillance à l'aide de drones et aux vellétés de déployer l'armée. Mais la tendance en Europe ne laisse rien présager de bon. Depuis ce printemps, des soldats sont déjà stationnés au col du Brenner, qui relie l'Italie à l'Autriche. Leur mission est d'arrêter les migrant.es en quête de sécurité, qui prennent cette route depuis la fermeture de la « route des Balkans ». La Slovénie aussi a attribué le contrôle des frontières à l'armée et a étendu ses prérogatives, lui autorisant arrestations et usage de la violence contre les migrant.es. En Hongrie, le président d'extrême droite, Victor

Orban, a promulgué une loi qui permet à l'armée d'utiliser des armes contre les migrant.es. Des clôtures ont été érigées en Espagne, en France, en Grèce, en Croatie et en Slovénie, et de nombreuses frontières ont tout simplement été fermées, en violation des accords de Schengen. Lorsqu'on observe la militarisation de la politique migratoire européenne, deux états de faits apparaissent clairement : premièrement,

que la politique de cloisonnement ne résout rien. Elle prive les migrant.es d'un espace dont ils et elles ont urgemment besoin. De plus, cela ne stoppe en rien les flux migratoires, ils sont simplement détournés. Les routes deviennent ainsi encore plus dangereuses et chères pour les migrant.es. Deuxièmement, de telles pratiques démontrent quelles sont les tâches réelles de l'armée : il ne s'agit pas de protéger les gens ou de renforcer leur sentiment de sécurité, mais de protéger la richesse, les privilèges et les constructions étatiques telles que les frontières nationales.



INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

## Sur la route avec Boko Haram, en char d'assaut

**Boko Haram est une organisation islamiste terroriste du nord du Nigéria. Elle est connue pour sa radicalité et sa brutalité sans limites. Le groupe armé a aussi bien des exécutions de masse que l'enlèvement de centaines d'écolières à son compte. Tout ceci avec du matériel de guerre suisse.**

Par Martin Parpan

Que des groupement terroristes préparent et exercent leurs activités en utilisant du matériel de guerre helvétique est devenu si courant que c'en est presque devenu normal : les terroristes de l'Etat Islamiques sont armés de grenades de la Ruag, les groupes extrémistes en Lybie et Syrie sont dotés de munitions de la même entreprise suisse. Il est aujourd'hui aussi confirmé que Boko Haram tue au moyen d'armes « Made in Switzerland ». Cette fois-ci, il s'agit de chars de grenadiers à roue de la firme Mowag. En réaction à de tels événements, les partisan.es

des exportations à droite font généralement l'autruche aussi longtemps que possible. Et quand le silence n'est plus tenable, ils sortent soit l'argument des milliers de postes de travail en Suisse dans l'industrie de l'armement ou de l'importance de cette industrie pour la défense nationale.

### « Des cas d'exception »

Un des plus éminent tenant de cette position est le conseiller national PDC Saint-Gallois Jakob Büchler. Le GSsA a pris contact avec ce lobbyiste de l'industrie de l'armement pour lui demander s'il avait une limite morale personnelle, une situation concrète dans laquelle il renoncerait à voter pour les exportations d'armes. La réponse de Jakob Büchler a été sans surprise : inutile de tuer tout un pan d'une industrie pour des « cas d'exception ». Et si la Suisse ne livrait pas ces armes, quelqu'un d'autre le ferait. Et dans le cas de Boko Haram, il

ne s'agirait que d'un « vieux char d'assaut ». Büchler à tout de même bien insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un sujet « extrêmement délicat », à ne pas prendre « à la légère ». Le conseiller national a même promis de s'adresser directement au Seco, afin de vérifier si des irrégularités n'avaient pas eu lieu dans l'affaire des armes suisses de Boko Haram. Le GSsA a dû lui rappeler que c'est le Parlement, donc lui-même ainsi que ses collègues de droite, qui donnent les instructions au Seco et non le contraire, et que le Seco n'allait pas pouvoir le renseigner plus que ce qu'il sait déjà (ou devrait savoir). A ce moment de la conversation, M. Büchler a montré des signes grandissants d'inconfort et de mutisme, et a préféré mettre fin à la discussion.

### Politique de la cruauté

Il est étonnant de constater à quel point les arguments utilisés par les défenseur.es de

l'industrie de l'armement sont encore grotesques et naïfs. Il en résulte la désagréable impression que ces gens n'ont pas compris – ou ne veulent pas comprendre que leur politique les a rendu complices de guerres cruelles depuis longtemps déjà. Ils sont (in ?) directement alliés à des groupes, qui sont la personnification même de la brutalité et de la barbarie. Selon le site internet privé de Jakob Büchler « Pour arriver à la source, il faut nager à contre-courant ». En ce moment, on dirait pourtant que Büchler et ses collègues du lobby de l'armement soient tombés en des eaux trop troubles, même pour eux. Ce qui est intéressant, c'est qu'ils ne l'ont pas encore remarqué. Ou qu'ils considèrent de tels « incidents » comme des « dommages collatéraux » inévitables et non dignes d'intérêt, tant que la caisse continue à se remplir.

MATÉRIEL DE GUERRE

## Trafic d'armes suisses

**La Guardia Civil espagnole a saisi des armes suisses dotées de faux papiers en route pour les USA. Ces mêmes armes avaient été contrôlées il y a de cela seulement une année au Ghana. Par Adi Feller**

Les fonctionnaires de la Guardia Civil ont du tomber des nues en découvrant des caisses entières d'armes suisses : au total 737 fusils d'assaut et 72 lance-grenades. Si le tout était déclaré en tant que pièces détachées, les caisses contenaient des armes complètes et montées – non déclarées en tant que telles, et sans liste de numéros de série. Ces armes auraient dû être en possession de l'armée du Ghana, qui les a achetées en 2010. Lorsqu'on remonte à la source, on découvre que les armes ont été produites par l'entreprise Swiss Arms à Neuhausen et ensuite achetées par les célèbres armuriers Brügger und Thomet (B&T). Ceux-ci ont livré le matériel de guerre au Ghana par le biais d'un intermédiaire douteux en Hongrie. Le gouvernement du Ghana avait signé un certificat « End-User », un contrat qui stipule que les armes ne peuvent être re-exportées sans l'accord de la Suisse. En janvier, un contrôleur du Seco s'est rendu au Ghana pour un contrôle, un « Post-Shipment Verification » et a pu vérifier que les armes en question se trouvaient en bonne et due forme sur une base militaire. L'envoi du matériel militaire vers les USA s'est déroulé sans communication aucune avec le Seco et constitue ainsi une violation du contrat. En réaction, le Conseil Fédéral a déclaré une interdiction provisoire d'exporter vers le Ghana.

### Des contrôles fragmentaires

Les armes n'ont été interceptées que par hasard. Et la possibilité d'entreprendre des contrôles ad hoc n'existe que depuis que des grenades à main de l'armurier fédéral RUAG ont été identifiées dans la guerre civile syrienne – apparemment livrées illégalement par les Emirats Arabes Unis via la Jordanie. Après la découverte de la Guardia Civil espagnole, certains médias ont laissé entendre que la Suisse avait un suivi de toutes les exportations. Selon les chiffres, la réalité est toute autre : de tels con-

trôles n'existent que depuis 2013. En tout, on compte six contrôles par an pour 2013 et 2014, neuf pour 2015. Que le Seco ait vérifié les armes au Ghana quelques mois avant la découverte relève du hasard. Et il n'est en rien étonnant que si peu de contrôles soient effectués : au Seco, une seule personne est chargée de cette tâche.

Si la Suisse voulait contrôler ne serait-ce qu'une fraction des armes exportées, une augmentation drastique des opérations de suivi serait nécessaire. Chose pour laquelle le Seco ne semble pour le moment ni avoir le personnel ni les moyens financiers. Ou il accuse tout simplement d'un manque de volonté. En tout cas, une chose est certaine : ce n'est pas parce qu'un contrôle ad hoc a été effectué que les armes restent là où elles devraient être en vertu du contrat d'utilisateur final. La seule manière de se protéger efficacement contre le trafic d'armes illégal est de simplement arrêter d'en exporter.



Événement à l'occasion de la conférence ATT à Genève.

CONTRÔLE DES ARMES

## Un traité sur le commerce des armes

**La seconde conférence des Etats parties au traité sur le commerce des armes (ATT : Arms Trade Treaty) a eu lieu à Genève du 22 au 26 août dernier. Y ont participé.es des représentant.es de différents pays, d'organisations régionales et internationales, de l'industrie et de la société civile. Par Amanda Gavilanes**

A l'occasion de la conférence internationale sur l'ATT, le GSsA et Amnesty International ont organisé deux jours d'actions sur le thème du commerce des armes. Un premier événement a eu lieu le 22 août sur la place des nations, au moment précis de l'ouverture de la conférence. Deux jours plus tard, une course à travers la ville suivie d'un débat lors duquel différent.es acteur.trices de la société civile ont

pu échanger au sujet de leur rôle dans l'élaboration et la mise en oeuvre du traité ont permis de sensibiliser la population au sujet ainsi que de discuter entre pairs impliqué.es au débat. Le GSsA s'engage activement depuis des années pour une interdiction du commerce des armes. Cette position critique et radicale lui permet aussi de jouer un rôle décisif dans l'identification des faiblesses et manquements liés à la mise en oeuvre du traité. Par exemple, l'absence de mécanisme de sanction en cas de violation de l'ATT en particulier rend sa mise en application par les Etats particulièrement difficile. En ce qui concerne la Suisse, le GSsA a profité de l'occasion pour rappeler le cynisme des autorités suisses, qui en signant un tel traité, ne sont qu'un reflet de l'hypocrisie générale qui règne à ce sujet au niveau international.

GUERRE EN IRAQ

## Catastrophe fondatrice du 21<sup>ème</sup> siècle

La guerre d'Iraq a provoqué des catastrophes en série. Par Josef Lang

Le rapport Chilcot sur la guerre en Iraq publié en juin dernier par la commission nommée par le gouvernement britannique a rappelé – de source officielle – ce que les opposants à cette invasion savaient déjà : 150'000 morts, en majorité des civils irakiens, un million de personnes déplacées et des répercussions dans toute la région du Levant.

La guerre – justifiée par des mensonges grotesques selon lesquels Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive et serait allié à Al-Qaïda – a permis aux islamistes de s'implanter durablement en Iraq. Beaucoup de cadres séculaires et nationalistes qui ont perdu leur emploi à la suite de la liquidation du parti sunnite au pouvoir et de l'armée ont maintenant rejoint les rangs de l'Etat Islamique. L'ampleur de la tragédie paraît encore plus absurde sachant que dans les années 80, Hussein a reçu les unités de production et les matières premières nécessaires au développement d'armes chimiques et nucléaires de l'Allemagne et des USA, les avions de chasse et les chars d'assaut de la France et de la Grande Bretagne. La Suisse n'est pas en reste : ce sont les usines Pilatus à Stans qui ont livré les « avions d'entraînement » PC-7 au dictateur irakien utilisés en mars 1988 pour gazer entre 4000 et 5000 civils Kurdes à Halabja.

### Les victimes syriennes

Les répercussions de la guerre en Iraq sont particulièrement dramatiques pour la Syrie. Au début de la révolution en 2011, le mouvement d'opposition était pacifique et multiconfessionnel. Mais Assad a su instrumentaliser à son avantage une série de facteurs qui sont une conséquence directe de la guerre en Iraq. Le président syrien savait qu'en jouant la carte de la répression violente il allait pouvoir provoquer la militarisation et la division confessionnelle de la résistance. Cela a permis à Al-Qaïda de s'engager dans la guerre et de prendre la tête de la résistance syrienne. Les arabes sunnites, qui représentent la majorité de la population syrienne et qui ont été durement opprimés par Assad (qui est Alevi), aidé de ses alliés chiïtes en Iran sont en fait les grands perdants de la guerre en Iraq. C'est pourquoi il a été si facile à l'Etat Islamique d'Iraq et du Levant (Daesh) de s'étendre et de mettre en place un régime de terreur en capitalisant sur la frustration et le désespoir des sunnites syriens et irakiens.

Cet état de fait a permis aussi à Assad et à son allié Poutine de se profiler en tant que grand combattants du terrorisme islamiste. En réalité, Assad, avec l'aide de Poutine, fait surtout la guerre à l'opposition modérée, en particulier à Alep. Sans la guerre en Iraq, les deux tyrans n'auraient pas pu justifier la survie du régime syrien sous couvert de combattre l'Etat Islamique.

### Libye, Yemen, Nigéria

L'Etat Islamique, qui contrôle une partie importante de l'Iraq et qui compte dans ses rangs de nombreux anciens cadres de l'armée irakienne fait aussi des avancées importantes en Libye. Un de ses bastions est la ville – quasiment complètement détruite – de Sirte, une ville portuaire située entre les villes disputées de Tripoli et Bengasi. Cette situation rend l'instauration d'une paix durable éminemment difficile. Le Yemen aussi, historiquement plutôt divisée en clans qu'en communautés religieuses, a

succombé aux sirènes du conflit religieux lancées par Al-Qaïda. L'organisation terroriste a réussi à attiser la haine religieuse en commettant un massacre des membres du parti Huti en août 2014. En résulte une consolidation identitaire chiïte du côté du parti Huti, et sunnite du côté de son parti rival, le parti Islah. Une situation tendue, qui n'a cessé d'être envenimée par les bombardements saoudiens contre la population civile chiïte. L'implication de l'Arabie Saoudite dans le conflit est une conséquence directe de la montée de l'Iran en tant que puissance régionale depuis la destruction de l'Iraq. Les acteurs politiques qui tirent le plus profit de cette situation sont les extrémistes chiïtes, qui ont été politiquement discriminés par les sunnites au pouvoir.

Une des autres répercussions négatives de la montée en puissance d'Al-Qaïda est l'apparition de groupes armés inspirés par l'organisation terroriste qui adoptent ses stratégies politiques et militaires, par exemple Boko Haram. L'organisation paramilitaire islamiste fondée en 2010 a essayé d'instaurer son propre territoire en Afrique de l'Ouest en 2014, suivant l'exemple de Daech au Levant. Le « califat », qui aurait réuni des territoires du Nigéria jusqu'au Cameroun, au Tchad et au Niger reste heureusement pour le moment une utopie politique non réalisée.

### Terrorisme en Europe

Les vagues provoquées par Al-Qaïda, l'Etat Islamique et originellement la guerre en Iraq se font ressentir jusqu'en occident avec pour conséquence la radicalisation de jeunes musulmans et non-musulmans en Europe. Les chefs de guerre occidentaux, surtout Bush, Blair et Aznar, assument une grande part de responsabilité dans les attentats qui ont secoué l'Europe ces dernières années. Mais ce n'est

pas l'Occident qui paie le prix le plus fort en matière de terrorisme : nonante pourcent des victimes d'attentats islamistes sont des musulmans. Les chefs de gouvernement mentionnés ont provoqué la radicalisation de jeunes sunnites dans le monde entier de part leur invasion de l'Iraq fondée sur des mensonges, et ont ainsi créé un problème supplémentaire dans le monde musulman.

L'ex URSS et la Fédération Russe ne sont pas en reste. L'invasion de l'Afghanistan en 1979 a été le moment fondateur du mouvement Al-Qaïda – un groupe minoritaire soutenu, financé et armé à l'origine par les USA pour lutter contre l'armée rouge. Et si de nombreux combattants Tchétchènes viennent grossir les rangs des islamistes sur les fronts irakiens et syriens, c'est surtout à cause des deux guerres de Tchétchénie menée par Poutine au milieu et à la fin des années 1990. De manière similaire, l'alliance de guerre entre le président russe et le criminel de guerre Assad pousse de nombreux jeunes sunnites au désespoir.

Il est intéressant de noter que dans la rhétorique, Poutine rejoint Bush. Ce dernier avait qualifié l'invasion de l'Iraq de « croisade ». Poutine se sert du même vocabulaire pour « Défendre la civilisation chrétienne ».

### Plus d'armes, moins de droits

Au niveau mondial, les dépenses militaires ont pratiquement doublé entre 2003 et 2015 et atteignent aujourd'hui un niveau de 1700 milliards de dollars, dont un tiers vient des USA. L'Arabie Saoudite accuse la plus forte progression, et est le pays au monde qui dépense le plus pour l'armement par habitant. Les dépenses militaires d'entreprises privées ont elles aussi augmenté drastiquement. Aux USA, elles représentent non moins de 100 milliards de dollars. L'origine de ce changement est

stratégique : pour les seigneurs de la guerre, les mercenaires ne comportent que des avantages : leurs crimes et leurs violations du droit de la guerre n'ont pas les mêmes conséquences négatives que celles de soldats engagés dans les armées régulières. Deuxièmement, leur mort est moins gênante politiquement.

Une autre évolution négative depuis la guerre en Iraq est la normalisation de l'utilisation de drones armés, qui a été fortement soutenue par l'administration Obama. D'après l'étude « Living under Drones » (Vivre sous les drones) de l'université de Stanford et de New York, de juin 2004 à septembre 2012, entre 2500 et 3300 personnes ont été tuées par des drones au Pakistan. 500 à 900 d'entre eux étaient des civils, 176 des enfants.

La guerre en Iraq a aussi porté atteinte au droit international et aux droits fondamentaux. Bien que l'invasion et l'occupation de l'Iraq aient eu lieu en violation de la charte de l'ONU, ni les USA, ni la Grande Bretagne n'ont été poursuivies en justice. Dans le monde entier, la surveillance et les services secrets ont gagné du pouvoir tandis que les droits civiques et la démocratie ont reculé. La guerre a aussi conforté les partisans de la ligne dure en matière d'armes nucléaires. Si l'on en croit les persifleurs : « Si Saddam Hussein avait vraiment eu des armes de destruction massives comme le prétendaient les USA et la Grande Bretagne, l'Iraq n'aurait jamais été attaqué. »

### Montée en flèche de l'islamophobie

Le diplomate nord-américain George F. Kennan a qualifié la première guerre mondiale de grande catastrophe fondatrice de l'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle. Même si les conséquences de la guerre en Iraq ne sont pas comparables à la seconde guerre mondiale, sa force destructrice dépasse de loin les prévisions les plus sombres du mouvement pacifiste d'alors. Il se pourrait que le conflit garde sa place dans l'histoire en tant que grande catastrophe fondatrice du 21<sup>ème</sup> siècle.

Une des conséquences de la première guerre mondiale a été l'augmentation de l'antisémitisme en Europe. La guerre en Iraq a elle aussi contribué fortement à la montée de l'islamophobie. Cette idéologie constitue aujourd'hui le fond de commerce de l'extrême droite et représente actuellement un des pires fardeaux pour la démocratie.

Le GSsA a déjà organisé plusieurs manifestations contre les guerres dites « contre le terrorisme »



# Il n'est ni difficile de devenir membre, ni de s'engager !

Comme tu as pu le lire dans ce journal, nous allons lancer une initiative nationale dans quelques mois seulement. Et toute aide est nécessaire et bienvenue ! Il y a différentes manières de s'engager au sein du GSsA – selon le goût, l'humeur et les moyens !

Ceux et celles qui ont envie de récolter des signatures **à nos côtés** ce printemps peuvent simplement prendre contact avec nous dès maintenant par email à l'adresse :

gsoa@gsoa.ch (ou par courrier postal à l'adresse : GSsA Schweiz, Quellenstrasse 25, 8005 Zürich).

Celles et ceux qui ont envie d'avoir **un échange avec des pairs** aux idées politiques similaires et aimeraient prendre connaissance des impératifs liés au contenu et à l'organisation d'un projet d'initiative devraient rejoindre un groupe régional. Au sein de ceux-ci, les intéressés pourront trouver un cadre détendu dans lequel discuter de thèmes anti-militaristes, de planifier des actions créatives ou de développer de nouvelles stratégies.

Intéressé.e ? Contacte simplement ton groupe régional afin de découvrir quand la prochaine réunion aura lieu. Tu trouveras l'adresse email en bas à gauche de cet article.

Les **réunions des groupes régionaux** suivants sont déjà planifiées :

**Bâle** : Mardi, 6 décembre, 19h, au Café Hammer, Hammerstrasse 113, Bâle.

**Zurich** : Mercredi, 7 décembre, 19h, au secrétariat du GSsA, Quellenstrasse 25, Zurich.

**Berne** : Lundi, 19 décembre, 19h, au secrétariat du GSsA, Neubrückestrasse 17, Berne.

**Genève** : Jeudi, 8 décembre, Café Gavroche, 19h  
**Lausanne** : Jeudi, 15 décembre, Espace Dickens, 19h

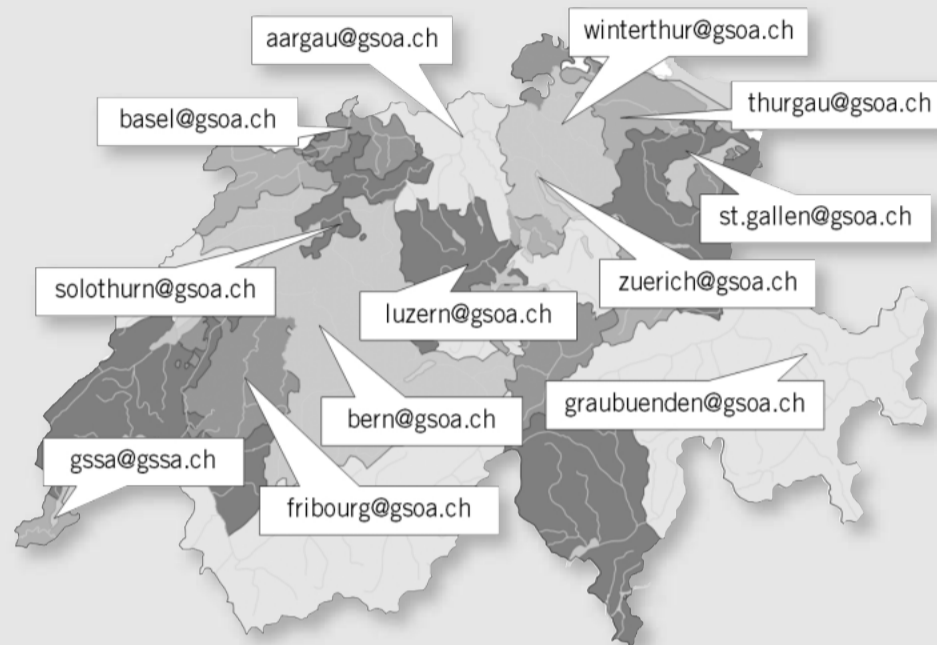
Les **séances d'informations** publiques suivantes offrent une possibilité supplémentaire de se renseigner au sujet de la nouvelle initiative :

**Berne** : Jeudi, 15 décembre, 18h dans la petite maison de SUB, dans la cour des platanes du Unitobler à Berne.

**Bâle** : Lundi, 19 décembre, 18h, au Café Hammer, Hammerstrasse 113, Bâle.

**Lucerne** : Mardi, 20 décembre, 18h, dans la Cafeteria Barfüesser à Lucerne.

**Nous nous réjouissons de faire ta connaissance !**



## GREGOR

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
www.facebook.com/gregor.gewehr



### Impressum

**Rédaction** : Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzic (np), Rahel Ruch (rr), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement** : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres** : à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

**Impression** : ROPRESS, Zurich **Cartoons** : Oger **Maquette** : Regula Meili **Images de couverture** : Mario Pacgnacco **Tirage** : 5'000 exemplaires

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat »	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat »	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con »	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « Quelle connerie la guerre »	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « If war is the answer... »	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « If war is the answer... »	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « A bas toutes les armées »	i Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Autocollant « L'armée, ça tue, ça pollue... »				Gratuit	
	Briquet « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con! »				Fr. 2.-	
	Couteau porte-clés « GSsA »				Fr. 15.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

NPA \_\_\_\_\_

Lieu \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_